



Syndicat **Unitaire** des **Personnels** des **Administrations Parisiennes**

50 avenue Daumesnil 75012 Paris / tel 01 44 68 13 75 / mail: syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE **PARIS**

Lettre aux élu.es du Conseil de Paris

F3SCT de la Ville de Paris :

Un autoritarisme indigne d'une municipalité de gauche

Lors de la F3SCT (ex CHSCT) du mardi 11 mars, l'élue en charge des personnels Olivia Polski a imposé autoritairement une limitation drastique de la parole donnée à chaque syndicat !

« La police des débats c'est moi ! »

« Et bien vous ferez un tract pour protester »

L'administration avait fait le choix de réunir les représentant.es des personnels sur une demi-journée pour traiter de nombreux points, parmi lesquels la restitution d'une expertise indépendante sur le service 3975 et le rapport d'inspection suite au grave accident rue Lobau (exposition au benzène).

Constatant le caractère intenable de l'ordre du jour, Olivia Polski a interrompu à plusieurs reprises les représentantes du cabinet d'expert pour leur demander de faire vite tout en contestant le contenu de leur restitution. Elle a ensuite **annoncé la limitation à une seule prise de parole par syndicat** pour les points traités (finalement limités au 3975 et à l'accident rue Lobau), coupant vivement la parole à un de nos représentants.

C'est du jamais vu dans une instance représentative des personnels de la Ville (+ de 50 000 agent.es).

C'est une organisation verticale qui n'a rien à voir avec du « dialogue social ».

C'est d'autant plus inacceptable que les rapports présentés à cette réunion révèlent les graves manquements de la Ville dans ses obligations de protection de la santé et de la sécurité de ses personnels.

3975 : une expertise indépendante qui confirme la souffrance des personnels

La Ville niait les difficultés de ce centre d'appels. L'ensemble des syndicats avait voté une demande d'expertise indépendante.

Le rapport d'expertise parle **d'un service « à bout de souffle »** :

Un service victime de l'intensification du travail (tâches plus nombreuses, plus complexes, à effectif constant et précarisé)

Un service victime de critères managériaux indignes (nombre d'écoutes, temps limité entre deux écoutes, éléments de langage stéréotypés, surveillance par l'encadrement) qui mettent la pression, génèrent une qualité de réponse dégradée et le **mécontentement des usager.es** !

Accident au benzène rue Lobau : un défaut majeur de protection, le déni de la Ville

Le 20 novembre dernier il y a eu un déversement d'hydrocarbures place Saint-Gervais, à proximité des bâtiments situés 2-4, rue Lobau.

Il y a eu un grave défaut de protection, d'information, de coordination des directions.

De nombreux agent.es de la Ville travaillant sur ces sites ont donc été exposé.es, parfois de manière importante et prolongée au benzène, un produit toxique et cancérigène (aux conséquences potentiellement très graves en particulier pour les femmes enceintes ou en PMA).

Il n'y eu aucune évacuation immédiate, le site n'a commencé à être traité que plus de 3 semaines après l'accident

Les personnels n'ont pas été immédiatement informés (ni de l'accident, ni des risques, ni de la nécessité de consulter la Médecine Préventive).

Certain.es agent.es n'ont eu accès au télétravail qu'à partir du 16 décembre, d'autres à partir du 10 janvier. Des personnels n'ont jamais été relocalisés (agent.es de nettoyage, de surveillance, du privé...) et n'ont bénéficié d'aucune mesure de protection.

Autoritarisme et déni !

A la limitation drastique et autoritaire des débats, la Ville a ajouté **le déni et l'absence de réponses** aux demandes des syndicats.

Concernant le 3975, les syndicats ont voté des demandes à l'unanimité : des créations de postes, fin des écoutes par l'encadrement / la fin de la surveillance au profit de temps d'échanges de pratiques, l'augmentation des temps entre chaque appel, le retour à la sujétion 6 (réduction du temps de travail) au regard des pénibilités (exigences émotionnelles notamment) ...

Aucun début de réponse ne leur a été apporté, la Ville renvoyant les discussions à des « groupes de travail » dans la direction concernée !

Pire, en dépit des constats faits par la MISST (inspection santé sécurité) des graves dysfonctionnements suite à l'accident de la rue Lobau, la Ville (par la voix de son SG adjoint) n'a pas vu de difficulté majeure et s'est déclarée satisfaite de la « mobilisation des différents acteurs ».

Ces procédés doivent cesser, ils sont indignes d'une municipalité progressiste.

Ils sont totalement contradictoires avec les déclarations d'Anne Hidalgo qui dénonce le refus du 1er ministre d'un retour aux 62 ans pour la retraite, piétinant ainsi le soi-disant "dialogue social" du "conclave".